

TD KIGALI 391-KGLI le 3/07/94 à 20h18

OBJET: ZONE HUMANITAIRE SURE.

REFERENCE: TD DIPLOMATIE 19486 ET 19488.

RESUME: LE "GOUVERNEMENT INTERIMAIRE RWANDAIS ACCEPTE MAL LA CREATION DE LA ZONE HUMANITAIRE SURE. LE "PRESIDENT" SINDIKUBWABO EXPRIME SA DECEPTION ET LAISSE ENTENDRE QUE CETTE ZONE POURRAIT COMPROMETTRE LE SUCCES DE L'OPERATION TURQUOISE.

XXX

J'AI ETE RECU CET APRES-MIDI A GISENYI PENDANT PLUS D'UNE HEURE ET DEMIE PAR LE PRESIDENT SINDIKUBWABO. IL ETAIT ENTOURE DU DIRECTEUR

ET DU COLONEL ANATOLE, JUSQU'A RECEMMENT COMMANDANT DE LA REGION MILITAIRE NORD DU PAYS. DE CET ENTRETIEN QUI S'EST DEROULE DANS UNE ATMOSPHERE ASSEZ TENDUE JE RETIENS LES PRINCIPAUX POINTS SUIVANTS:

1) LA ZONE HUMANITAIRE

AYANT ECOUTE AVEC ATTENTION MON EXPOSE ET NOTAMMENT NOTRE ATTENTE QUE DES INSTRUCTIONS SOIENT DONNEES AUX FAR ET AUX MILICIENS DE S'ABSTENIR DANS CETTE ZONE D'ACTIVITES MILITAIRES OU DE MENACES CONTRE LA POPULATION, LE "PRESIDENT" A D'EMBLEE INDIQUE QU'IL TROUVAIT LA CREATION DE LA ZONE PLUTOT "NEFASTE". PLUTOT QUE D'EMPECHER LES DEPLACEMENTS DE POPULATIONS, POURQUOI NE CHERCHAIT-ON PAS A COMBATTRE LES CAUSES DE CES DEPLACEMENTS ? CETTE CREATION DE ZONE CONSTITUAIT UNE "SELECTION" PENDANT QUE LE RESTE DE LA POPULATION CONTINUAIT DE SE FAIRE TUER.

TOUS SES COLLABORATEURS ONT, L'UN APRES L'AUTRE, RENCHERI: POURQUOI NE PAS ETENDRE CETTE ZONE A L'ENSEMBLE DE CELLE OU L'OPERATION TURQUOISE ETAIT MISE EN OEUVRE ET MEME A CERTAINS QUARTIERS DE KIGALI ? POURQUOI ABANDONNER RUHENGERI, KIGALI, GISENYI ET GITARAMA A LEUR SORT ? LES EFFORTS ENGAGES PAR LA FRANCE RISQUAIENT D'ETRE ANEANTIS PAR LA CREATION DE CETTE ZONE.

EN REACTION A CES REMARQUES, J'AI FAIT OBSERVER A MES INTERLOCUTEURS QU'IL S'AGISSAIT DE FAIRE FACE, DE TOUTE URGENCE, A UNE SITUATION QUI RISQUAIT DE DEVENIR DRAMATIQUE. EN ENGAGEANT L'OPERATION TURQUOISE, LA FRANCE NE PRETENDAIT NULLEMENT ABOUTIR A LA PROTECTION DE TOUTES LES POPULATIONS. CETTE OPERATION AVAIT DEJA SAUVE BEAUCOUP DE VIES. IL APPARTENAIT AUSSI A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, A NOTRE EXEMPLE, DE PRENDRE SES RESPONSABILITES.

CECI DIT, NOUS COMPTIONS BIEN QUE TOUTES INSTRUCTIONS NECESSAIRES SERAIENT DONNEES AUX FAR ET AUX MILICIENS POUR LE SUCCES DE L'OPERATION ET DE CETTE ZONE HUMANITAIRE EN PARTICULIER.

2) DEMANDES D'ARMES ET DE MUNITIONS.

M. MATHIEU NGIRUMPATSE A REGRETTE L'EMBARGO SUR LES ARMES DECIDE PAR LE CONSEIL DE SECURITE ET EXPRIME LE SOUHAIIT QUE LA FRANCE AIDE LES FAR DANS LEURS COMBATS CONTRE LE FPR.

J'AI REPONDU QU'IL N'EN ETAIT PAS QUESTION. J'AI RAPPELE LA PHILISOPHIE STRICTEMENT HUMANITAIRE, NEUTRE ET IMPARTIALE DE L'OPERATION TURQUOISE ET L'ENGAGEMENT MORAL QUE NOUS AVIONS PRIS DANS LA RESOLUTION NO 929 ENVERS LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. ATTITUDE QU'AU DEMEURANT NOUS OBSERVIONS DEPUIS LES ACCORDS D'ARUSHA ET QU'IL ETAIT TOTALEMENT EXCLU DE MODIFIER.

3) PARTICIPATION DE MILITAIRES BELGES A L'OPERATION TURQUOISE.

LE DIRECTEUR DE CABINET A MENTIONNE QU'UNE DEMANDE CONCERNANT L'ARRIVEE DE MILITAIRES BELGES A CYANGUGU AVAIT ETE RECUE. LE GOUVERNEMENT FRANCAIS AVAIT-IL CONSCIENCE DE L'IMPACT QU'AVAIT LAISSE LES MILITAIRES BELGES DANS LA POPULATION RWANDAISE ?

J'AI REPONDU QU'A MA CONNAISSANCE IL S'AGISSAIT DE LA CONTRIBUTION MEDICALE DE LA BELGIQUE A L'OPERATION TURQUOISE. LA PRIORITE NE DEVAIT ELLE PAS ETRE DE SOIGNER LES POPULATIONS ?

4) GENERAL DALLAIRE

PLUSIEURS DES COLLABORATEURS DU PRESIDENT ONT INDIQUE QUE LE "GOUVERNEMENT INTERIMAIRE" DEMANDAIT LE DEPART DU GENERAL DALLAIRE ET SE SONT EFFORCES DE DENONCER ET D'ILLUSTRE SA PRETENDUE IMPARTIALITE... J'AI REAGI EN DEMANDANT A M. NAHIMANA DE REITERER LES ASSURANCES QU'IL M'AVAIT DONNEES LA VEILLE CONCERNANT L'ARRET DES ATTAQUES CONTRE LA MINUAR A LA RADIO DES MILLE COLLINES. CE QU'IL A FAIT. J'EN AI PRIS ACTE EN PRENANT LE "PRESIDENT" A TEMOIN.

5) LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE SOUTIENT LE FPR

INTERNATIONALE AU PROFIT DU FPR, SON REFUS DE VOIR QUE LES TUTSIS ETAIENT MASSACRES EN MASSE PAR CE DERNIER, LE SOUTIEN QU'ELLE LUI APPORTAIT DANS DE NOMBREUX DOMAINES, ET LE MANQUE D'OBJECTIVITE ET DE SERIEUX DU RAPPORT DE M. SEGUI.

IL M'A AUSSI ETE DIT QUE LA MAJORITE HUTU REFUSERAIT "D'ETRE REDUITE EN ESCLAVAGE PAR UNE MINORITE".

COMMENTAIRES:

---

JE RELEVE QU'EN ME REMERCIANT DE CE PREMIER CONTACT, LE PRESIDENT A EXPRIME L'ESPOIR QUE CE NE SERAIT PAS LE DERNIER. JE M'INTERROGE SUR LE SENS QU'IL VOULAIT DONNER A SES PROPOS./.

GERARD